Enquête sur l'activité du Parti communiste tchécoslovaque à la Faculté des lettres de l'Université Charles dans les années 1969-1989

Katka Volná

▶ **To cite this version:**

Katka Volná. Enquête sur l'activité du Parti communiste tchécoslovaque à la Faculté des lettres de l'Université Charles dans les années 1969-1989. Cahiers du CEFRES, 2012, 32, pp.155-198. halshs-00707464

HAL Id: halshs-00707464
https://shs.hal.science/halshs-00707464

Submitted on 12 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ENQUÊTE SUR L'ACTIVITÉ DU PARTI COMMUNISTE TCHÉCOSLOVAQUE À LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ CHARLES DANS LES ANNÉES 1969-1989

Katka Volná

In :
Cahiers du CEFRES. N° 32, Individus sous contrôle
Françoise Mayer, Ondřej Matějka (dir.)

p. 154-198

Prague, CEFRES, 2012.
ISBN : 978-80-86311-26-5
ISSN 1805-0336

Pour citer cet article :

Katka Volná, « Enquête sur l'activité du Parti communiste tchécoslovaque à la Faculté des lettres de l'Université Charles dans les années 1969-1989 », *Cahiers du CEFRES. N° 32, Individus sous contrôle*. Prague, 2012, p. 154-198.

Enquête sur l'activité du Parti communiste tchécoslovaque à la Faculté des lettres de l'Université Charles dans les années 1969-1989

Katka VOLNÁ
Faculté des lettres de l'Université Charles, Prague

avec la collaboration de Jakub JAREŠ
Archives de l'Université Charles, Prague

Résumé
L'article présente l'état des recherches sur le processus de normalisation à la Faculté des lettres de l'Université Charles menées dans le cadre d'un projet plus large mis en œuvre par sept doctorants et un étudiant et consacré à l'influence du PCT à la Faculté des lettres entre 1969 et 1989. Après avoir inventorié et numérisé les documents d'archives nécessaires (plus de 30 000 pages), le projet a permis de retracer le processus de vérification subi par les membres du parti après 1968, la reconstitution des organes du PCT et les modifications intervenues dans certaines chaires.

Une première incursion dans le passé « normalisateur »[1] de la faculté

« La faculté d'aujourd'hui a grandi sur les débris de la faculté contrôlée par le Parti communiste »[2]. Tel est un des

[1] Le terme de « normalisation » désigne dans l'histoire de la Tchécoslovaquie la période postérieure à août 1968. Il s'agit néanmoins de l'appellation officielle lancée par le pouvoir communiste qui, après l'invasion des armées de cinq pays du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie essayait d'anéantir les conséquences du processus de démocratisation qui avait culminé par le Printemps de Prague, de punir les coupables, de supprimer la résistance et d'instaurer dans le pays des conditions de vie « normales ».

[2] « Posudek č. 1 » [Rapport d'évaluation n° 1], site officiel de l'Agence pour le financement de la recherche de l'Université Charles (Grantová agentura UK – entrée protégée par un mot de passe) :

arguments qui, au printemps 2007, accompagnait le rapport négatif que reçut notre demande d'aide financière pour un projet de recherche sur le passé de la Faculté des lettres de l'Université Charles (en tchèque Filozofická fakulta Univerzity Karlovy : FF UK) entre le Printemps de Prague et la Révolution de velours. Par la suite, nous avons recueilli bien d'autres avis négatifs sur le sujet de notre recherche et bon nombre d'entre eux trahissaient une grande réticence face au projet d'étudier le passé récent des enseignants universitaires : à la crainte de voir des étudiants mener cette recherche, s'ajoutait un refus catégorique d'ouvrir un débat sur ce thème. Dix-sept ans après la chute du régime communiste, certains sujets concernant notre faculté restaient tabous. Il fut difficile de trouver un financement, très compliqué d'accéder aux archives, et le plus fastidieux en l'occurrence consistait à dissiper la méfiance qu'éveillait notre jeunesse au vu du caractère extrêmement sensible du sujet que nous avions décidé d'étudier.

Dans le présent article, je présenterai en premier lieu notre équipe de recherche et son histoire ; j'évoquerai ensuite le passé et une partie de l'histoire de la Faculté des lettres où nous sommes tous encore étudiants ; je résumerai enfin en quelques points les résultats obtenus.

Comme je viens de le mentionner, nous sommes une équipe d'étudiants – notre plus jeune membre est entré à la Faculté des lettres en 2005, le plus âgé en 1997. Les dates de naissance des membres de l'équipe suffisent à montrer que nous appartenons à une jeune génération : Katka Volná (1976), Matěj Spurný (1979), Marta Holečková (1979), Barbora Hartigová (1982), Klára Pinerová (1982), Jakub Jareš (1983), Jakub Bachtík (1985). Quatre d'entre nous sont des étudiants en histoire, trois en langues (russe, tchèque et langues romanes). Au cours des cinq années de notre recherche, la

https://is.cuni.cz/webapps/UKSESSIONf815471770d05d63002867b1bf940c4d/index.php?controler=GaukStudentShowAppraisal&action=show&back_id=4&entId=22014 (téléchargé le 19.4.2011).

plupart d'entre nous avons achevé nos études de master et entamé une thèse. En même temps, nous avons commencé à enseigner à la faculté.

En 2006, j'étais la seule doctorante – inscrite de surcroît non pas en thèse d'histoire mais de théorie littéraire. J'étais en même temps membre du sénat de la faculté, élue par les étudiants[3]. Je crois que c'est là que j'ai été confrontée pour la première fois au poids du passé, passé dont « on ne parle pas entre gens bien élevés », comme me l'avaient appris certains enseignants. Personne ne cherchait jamais ouvertement à savoir si tel ou tel enseignant avait été ou non membre du Parti communiste tchécoslovaque (PCT). Néanmoins, au sein du sénat, lorsque la discussion commençait à s'échauffer (par exemple lors de l'élection du doyen de la faculté, de l'approbation de la nomination des vice-doyens, ou des conflits provoqués par la fusion des instituts), on évoquait soudain ces faits dans les couloirs et jusque dans les discussions plénières, où les enseignants n'hésitaient plus à s'invectiver à ce sujet. Pour les étudiants qui n'avaient pas vécu cette époque, la situation était quasiment incompréhensible. Comme personne ne se consacrait officiellement à la connaissance de ce passé récent de notre faculté, il était impossible de vérifier ou d'évaluer le poids de ces diverses invectives. Je me souviens de ma frustration – je réalisai que je risquais d'être moi-même manipulée, faute de connaissances, et percevais que ce risque menaçait aussi tous les autres étudiants. Un de mes amis étudiants, Jakub Jareš, me décrivait à la même époque les difficultés qu'il rencontrait pour préparer un mémoire pour un séminaire d'histoire : il voulait se consacrer à l'étude du passé de la Faculté des lettres

[3] Les sénats académiques fonctionnent d'une façon différente qu'ailleurs en Europe et ceci est une sorte « d'héritage » de la Révolution de velours durant laquelle le rôle des étudiants fut important. C'est un organe d'autogestion qui participe à la direction de la faculté ou de l'université et souvent il prend des décisions importantes ; il élit le doyen et approuve les propositions de ce dernier. Dans le sénat académique, on trouve à proportion égale des enseignants et des étudiants. À la Faculté des lettres, le sénat académique comporte seize enseignants et quinze étudiants, si bien que les étudiants ont une influence sensible sur la vie de l'école.

après 1968 ; ses enseignants ne le soutenaient pas et il peinait à trouver parmi eux un directeur d'études.

Cette situation me paraissait paradoxale voire dangereuse, en particulier au vu de la position spécifique et privilégiée dont jouit la Faculté des lettres, non seulement dans la société tchèque, mais aussi dans l'histoire du pays. Il s'agit en effet de la première faculté tchèque dans l'histoire, que ce soit au Moyen Âge ou dans les années 1880, lorsque l'université de Prague fut divisée en branches tchèque et allemande. C'est cette Faculté des lettres qui a fourni la base de presque toutes les disciplines des sciences humaines et contribué à la formation des élites intellectuelles et politiques du pays. Dans les années 1960, surtout en 1968-1969, cette faculté constituait un centre symbolique pour la société tchèque : c'est là que sont nées les protestations estudiantines, et là aussi que retentissaient les voix parmi les plus radicales en faveur d'une démocratisation du pays. C'est ici qu'étudiait Jan Palach dont l'immolation par le feu en janvier 1969 provoqua la dernière manifestation nationale de résistance avant l'époque de la « normalisation ». Pourtant, et en dépit de ses quatre instituts enseignant l'histoire, cette faculté n'osait pas, au XXIe siècle, examiner son propre passé...

Avec Jakub Jareš, nous en avons parlé à d'autres étudiants qui, comme nous, estimaient que cette impossibilité d'étudier le passé de la faculté rendait la situation intenable. Grâce à l'un de mes enseignants, spécialiste de la Russie, Tomáš Glanc, nous avons fait connaissance de l'historien Michal Kopeček, de l'Institut d'histoire contemporaine de l'Académie des sciences, qui a consenti à encadrer notre travail. En automne 2006, nous avons commencé à nous réunir et à former un groupe de recherche et à préparer notre enquête.

Je crois que notre motivation, au-delà de la volonté de comprendre le passé, relevait principalement du désir de comprendre la situation dans laquelle la faculté se trouvait dans « notre » présent. Nous nous doutions, et nous avons pu

le vérifier depuis à plusieurs reprises, qu'il ne fallait pas considérer l'année 1989 comme une rupture radicale dans l'histoire de la faculté, vu la continuité au sein du personnel et quelquefois même des idées. C'est ce qui explique le caractère sensible et persistant de ce sujet. À une première difficulté qui accroît le caractère sensible du sujet : des « étudiants examinant le passé de leurs professeurs », s'ajoutait un autre dilemme : les archives que nous utilisons sont celles du Parti communiste tchécoslovaque (PCT)[4] qui transmettent forcément un seul type d'informations[5].

Nous savions qu'il n'y avait guère d'études sur l'histoire de la faculté pendant la domination communiste sur lesquelles nous appuyer ; l'époque de la « normalisation » allant de l'occupation d'août 1968 jusqu'à la Révolution de velours en 1989, représentait une page blanche de cette histoire. Le quatrième tome de l'Histoire de l'Université[6] décrit la Faculté des lettres à cette époque seulement dans le cadre de l'université et la période après 1968 ne suscite qu'un rapide tableau des faits principaux évoqués en neuf pages[7]. L'on peut néanmoins dégager certains pans plus détaillés de

[4] Archives de l'Université Charles [Archiv Univerzity Karlovy – noté AUK], Prague, fonds PCT de la Faculté des lettres de l'Université Charles (Komunistická strana Československa na Filozofické fakultě Univerzity Karlovy – noté KSČ FF UK) ; Archives de la Ville de Prague (Archiv hlávního města Prahy – noté AHMP) fonds du Secrétariat du Comité municipal du PCT (Sekretariát Městského výboru KSČ – noté SMV KSČ) ; Archives nationales, Prague (Národní archiv – noté NA), fonds Archives du Comité central du PCT (Archiv Ústředního výboru KSČ – noté ÚV KSČ).

[5] Le fait que nous travaillions avec une source partiale qui offre des informations univoques représentait un risque important. Les documents qui décrivent l'activité du Parti communiste à la faculté peuvent, d'une certaine façon, surestimer l'influence du parti et induire l'impression qu'à la faculté, tout se déroule d'après les décisions du parti. Nous sommes conscients que notre regard sur le passé est tributaire de ces documents ; néanmoins nous savons aussi que même ceux qui n'étaient pas membres du parti n'étaient pas soustraits à son influence ; les campagnes de vérifications les concernaient aussi. En outre, le Parti communiste interférait dans la vie de la faculté de diverses façons : la sélection des étudiants était contrôlée, et ce pas uniquement en fonction des capacités des candidats ; les préjudices infligés n'étaient pas toujours visibles. De même qu'on avait tendance à ignorer ces mesures dans le passé, afin de maintenir des conditions de travail convenables, aujourd'hui, pour les mêmes raisons, on le relativise.

[6] Jan Havránek, Zdeněk Pousta, *Dějiny Univerzity Karlovy. IV, 1918-1990* (Prague : Karolinum, 1998).

[7] *Ibid*., 461-469.

ce passé, grâce aux récits de quelques témoins de l'époque. Mais nous étions aussi conscients du fait que la Faculté des lettres était la seule faculté de l'Université Charles dont les archives des organes du Parti communiste en son sein aient été conservées et non détruites ou mystérieusement égarées juste après la Révolution de velours, comme c'est ailleurs le cas.

Au début de l'année 2007, nous avons essayé d'obtenir l'accès à ces archives. Nous nous sommes d'abord heurtés au refus de la part des Archives de l'Université Charles. Nous invoquâmes en vain la loi sur les archives, alors même qu'elle prévoit que la prescription trentenaire des archives ne s'applique pas aux documents « relevant de l'activité des organisations sociales et des partis politiques réunis dans le Front national (*Národní fronta*) », ce qui est le cas du Parti communiste[8]. Cette difficulté fut surmontée grâce au doyen de la faculté, Michal Stehlík, jeune historien né en 1976 qui, contrairement à la plupart de ses collègues, considérait l'ouverture de ces archives comme une nécessité. Son intervention auprès de la direction des Archives de l'Université Charles nous a permis de consulter tous les cartons de ces fonds. Notre réussite doit donc beaucoup à une volonté politique d'ouverture. Le doyen Stehlík fut aussi le premier à nous attribuer de l'argent pour notre recherche : une année, sept étudiants se sont ainsi vu allouer la somme de 100 000 CZK (4000 €).

Les documents du Parti communiste représentent 185 cartons dans les Archives de l'Université. On y trouve des comptes-rendus de réunions et d'autres rapports, mais aussi des brouillons, des dossiers sur le personnel et des rapports

[8] Loi 499/2004 Sb. « o archivnictví a spisové službě a o změně některých zákonů » [sur les archives, l'archivage et les modifications de certaines lois], en particulier § 37, par. 6. À partir du 1er janvier 2005, cette loi a autorisé de façon libérale l'accès aux archives tchèques, jouant un rôle déterminant, en particulier en ce qui concerne les dossiers relatifs à la police secrète (Státní Bezpečnost, StB). En même temps, un dilemme demeure, à savoir l'interprétation de cette loi face à celle sur la protection des données personnelles, loi 101/2000 Sb. « o ochraně osobních údajů ».

d'évaluation. Comme le fonds n'avait pas été classé avant que nous entamions notre recherche (et sans elle, il ne le serait toujours pas), nous avons passé la première année à parcourir les cartons et à établir un inventaire des documents que nous avons mis à la disposition des Archives de l'Université sous la forme d'un tableau de deux cents pages. Nous avons aussi procédé à la numérisation des documents importants ; nous disposons ainsi à ce jour de plus de 48 000 pages de documents sous forme numérique.

Progressivement, nous avons entamé l'étude d'autres fonds non-universitaires : ceux du Comité d'arrondissement de Prague 1 (*obvodní výbor*), du Comité municipal de la Ville de Prague (*městský výbor*) et du Comité central (*ústřední výbor*) du PCT ; actuellement, nous étudions avec minutie les fonds de la police secrète. À ce stade, le classement du fonds « du Parti communiste à la Faculté des lettres » et la numérisation partielle de dizaines de milliers de pages constitue le premier résultat palpable de notre recherche qui a permis en même temps d'ouvrir ces riches fonds à d'autres chercheurs.

La création des pages internet www.proverenafakulta.cz, où nous présentons les travaux en cours de notre recherche, constitue un résultat important. Nous avons également publié certains dossiers dans la revue de la faculté *FFAKT*. Enfin, après une année de travail en janvier 2008, nous avons organisé une journée d'étude ouverte au public[9]. Nous y avons présenté les premiers résultats de notre enquête et organisé une discussion avec les témoins de l'époque afin de montrer que nos intentions étaient purement scientifiques et non inquisitoires.

Au terme d'une nouvelle année de travail, nous avons obtenu une aide financière qui nous a permis de publier un recueil intitulé *Une faculté contrôlée. Le Parti communiste à la*

[9] « Výzkum mechanismů činnosti KSČ na FF UK v letech 1969-1989 » [recherche sur les mécanismes d'action du PCT à la FFUK dans les années 1969-1989] page du site officiel du projet : http://proverenafakulta.cz/modules.php?name=News&file=article&sid=20 (mis en ligne le 19.4.2011)

Faculté des lettres de l'Université Charles 1969-1989[10], qui rassemble une centaine de documents répartis en trois parties thématiques, chacune présentée par une brève étude. Nous avons aussi participé à la préparation d'un livre sur la Chaire de littérature tchèque de la faculté : *Cette faculté sera rouge !*[11], en recherchant dans les archives les documents nécessaires. Nous organisons régulièrement, à la faculté, un séminaire intitulé « Les intellectuels et la normalisation » (*Intelektuálové a normalizace*) qui permet aux étudiants de se familiariser avec les documents issus du passé récent de la faculté.

Nous achevons actuellement la préparation d'un nouveau recueil de documents (les résultats d'une analyse de la faculté de 1970 et un rapport de réhabilitation de 1992) et grâce à l'aide financière de l'Académie des sciences nous préparons une monographie qui analysera les stratégies du spécialiste de sciences humaines soumis aux pressions politiques, à partir du cas concret de la Faculté des lettres de l'Université Charles.

En faisant du passé récent de notre faculté, jusque là sujet tabou, un objet de recherche, nous croyons avoir désamorcé le potentiel explosif de cette question. Maintenant que nous sommes parvenus à lever le silence sur cette période de l'histoire, nous aspirons à combler ses pages blanches et accéder à des questions plus complexes qui demeurent sans réponse.

Le passé à travers les dates, les chiffres et le contexte

Dans tout le pays, le système d'enseignement fut soumis au contrôle du Parti communiste jusqu'en 1989 ; la Faculté des

[10] Katka Volná [*et al.*], *Prověřená fakulta. KSČ na FF UK v letech 1969-1989* [Une faculté contrôlée. Le PCT à la Faculté des lettres de l'Université Charles. 1969-1989] (Prague : Ústav pro soudobé dějiny AV ČR, 2009).

[11] Jiří Holý (ed.), Katka Volná (collab.), *Tato fakulta bude rudá! Katedra české literatury FF UK očima pamětníků a v dokumentech* [Cette faculté sera rouge ! La chaire de littérature tchèque à la Faculté des lettres de l'Université Charles. Témoignages et documents] (Prague : Akropolis, 2009).

lettres n'échappait pas à la règle, bien au contraire. Considérée comme faculté « idéologique », elle fut suivie avec une attention toute particulière. La surveillance idéologique était assurée par divers mécanismes de contrôle auxquels étaient soumis les enseignants et les étudiants diplômés.

Jugée responsable de nombreux événements du Printemps de Prague, la Faculté des lettres, au début de la « normalisation », fait figure de coupable : les organes supérieurs du parti la considèrent comme un nid d'« ennemis idéologiques », de partisans « de l'opportunisme de droite » et d'organisateurs des manifestations antisocialistes ou antisoviétiques, déclenchées dans « l'atmosphère démagogique de droite ». En novembre 1970, le Comité central du Parti communiste (CC PCT) analysait en ces termes le climat politique parmi les intellectuels :

> Durant l'époque précédente, ces forces ont joué un rôle majeur dans la formation d'un deuxième pôle au sein du parti, dans l'organisation de diverses campagnes de pression et elles ont pris part, à la formation non seulement de la plateforme de ce que l'on nomme le XIVe congrès[12], mais aussi de la plateforme contre-révolutionnaire des « 2000 mots »[13].

Cette affirmation évaluait bien le rôle tenu par la Faculté des lettres pendant le Printemps de Prague et c'est ce rôle qui induisit aussi, pendant de longs mois, la résistance de la faculté à l'instauration du nouvel ordre « normalisateur » en son sein[14].

---

[12] Le XIVe congrès clandestin du Parti communiste du 22 août 1968 (ou congrès de Vysočany) se déclara pour la continuation du processus réformateur et ne fut pas reconnu par le PCT.

[13] NA, Prague, Archiv ÚV KSČ, fonds 02/1, vol. 143, archivní jednotka [pièce – notée a.j.] 221, « Zpráva o plnění realizační směrnice a další úkoly ideologické činnosti strany » [Rapport sur l'accomplissement des instructions et autres missions de l'activité idéologique du parti], novembre 1970. Le Manifeste des « 2000 mots », rédigé par Ludvík Vaculík sur une initiative collective et portant la signature de soixante-dix personnalités, fut publié le 27 juin 1968. Il cherchait à renouveler l'appui populaire accordé au processus réformateur et à mettre en garde contre l'anti-communisme, contre l'aile conservatrice du PCT et contre l'éventualité d'une intervention de l'Union soviétique.

[14] Même après l'invasion des armées en Tchécoslovaquie, la faculté resta active et radicale : des résolutions furent publiées, les étudiants ont fait grève aussi bien en novembre 1968 qu'en avril 1969 où Gustáv Husák a été élu premier secrétaire du CC du PCT. En janvier

Le pouvoir politique se heurta à la résistance de la faculté et recourut à des mesures administratives et législatives pour surmonter la lenteur de sa transformation et la mettre au diapason de l'évolution que connaissait le reste de la société.

Une décision du présidium du Comité central du Parti communiste de mai 1969 obligea les ministres de l'Éducation à soumettre à l'approbation préalable du PCT (délivrée par l'organe compétant) aussi bien les nominations des fonctionnaires académiques que les propositions de nominations aux postes de recteurs présentées au président de la République. En décembre 1969, un amendement à la loi sur les universités entra en vigueur[15], dans le but d' « accroître l'influence du ministère sur la direction des universités et des écoles supérieures et fournir une base législative au règlement définitif de la situation et à la liquidation de toutes les conséquences négatives de l'année 1968 »[16]. Le ministre de l'Éducation[17] disposait désormais d'un outil administratif l'autorisant à supprimer ou bien à créer des instituts, annuler des postes universitaires ou bien recruter du personnel. Du jour au lendemain, on supprima tous les journaux universitaires, tous les comités du Parti communiste des universités ainsi que ceux des chaires de sciences humaines[18].

1969, l'immolation par le feu de Jan Palach, étudiant d'histoire et d'économie politique, fut un appel fort à la résistance. La Faculté réagit alors – clairement et fortement en impliquant un grand nombre des ses fonctionnaires.

15 Il s'agit de la loi n° 163/1969 Sb. du 17. 12. 1969 qui renouvelait la loi n° 19/1966 Sb. Pour plus de détail, voir Pavel Mates : *Vývoj organizace a řízení československých vysokých škol v letech 1918-1983* [L'évolution de l'organisation et de l'administration des établissements d'enseignement supérieur en Tchécoslovaquie. 1918-1983] (Prague : Ústav školských informací při Ministerstvu školství ČSR, 1984), 102.

16 « Stanovisko ÚV KSČ » [La position du CC du PCT], *Rudé právo*, vol. 50, 8.1.1970, 6.

17 À la fin du mois d'août 1969, c'est Jaromír Hrbek qui fut nommé ministre de l'Éducation ; il fut l'un des acteurs principaux de « l'épuration » des universités. Il remplaçait Vilibald Bezdíček dont le comportement était considéré comme manquant de fermeté.

18 Voir Milan Otáhal, Alena Nosková et Karel Bolomský, *Svědectví o duchovním útlaku 1969/1970. Normalizace v kultuře, umění, vědě, školství a masových sdělovacích prostředcích* [Témoignages sur la répression des intellectuels. La normalisation dans la culture, les arts, la science, l'éducation et les médias] (Prague : Ústav pro soudobé dějiny AV ČR et Maxdorf, 1993), 14.

À la Faculté des lettres de l'Université Charles, treize directeurs d'instituts furent révoqués et trois instituts furent supprimés : la Chaire de science politique qui avait pris la suite de la chaire de marxisme-léninisme, la chaire d'histoire du mouvement ouvrier et celle de littérature mondiale et de littérature comparée, liée au nom du professeur Václav Černý (1905-1987). On décida de fusionner les instituts pour lesquels le personnel sûr faisait défaut : la Chaire d'études germaniques et des langues scandinaves fusionna avec celle de langue et littérature anglaises et américaines « en raison du manque de cadres convenables[19] ». D'après le règlement, les directeurs de chaires devaient être membres du PCT, or, après les campagnes de « vérification », il ne resta personne qui eût rempli ce critère[20]. La Chaire de langue tchèque pour les étrangers fut rattachée à celle des langues tchèque et slovaque. En revanche, un Cabinet des relations russo-tchèques et soviéto-tchécoslovaque vit le jour.

En 1970, un nouveau code du travail entra en vigueur. Il permettait l'annulation immédiate d'un contrat de travail et la suppression d'un poste pour des raisons politiques ainsi formulées : « violation de l'ordre social socialiste ». Selon l'historien Pavel Urbášek, « ce code fut beaucoup plus déterminant pour les 'purges' du personnel que l'amendement à la loi sur l'enseignement supérieur déjà mentionné »[21].

L'application du code du travail ne fut pas sans problème : le comité d'entreprise de l'Union des syndicats (*závodní výbor*

[19] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 2, « Zpráva nastupujícího předsedy FV KSČ o kádrových změnách v konsolidačním procesu na filosofické fakultě » [Note du nouveau président du comité fédéral du PCT sur les changements des cadres et le processus de consolidation à la Faculté des lettres], 1970.

[20] L'encadrement politique du personnel ne s'est pas amélioré à cet Institut même après l'unification ; en 1979, le Comité d'arrondissement du PCT de Prague 1 constatait que le point faible de la situation du personnel à la Faculté des lettres était constitué par l'Institut de langue et littérature anglaises, allemandes et des langues scandinaves.

[21] Pavel Urbášek, *Vysokoškolský vzdělávací systém v letech tzv. normalizace* [Le système d'enseignement supérieur dans les années dites de normalisation] (Olomouc : Univerzita Palackého v Olomouci, 2008), 65-66.

ROH) bloqua avec virulence les licenciements immédiats en soulignant le caractère illicite des résiliations de contrats préparées par le Bureau du doyen[22]. Certains documents dénoncent « l'anéantissement politique de l'effort de consolidation opéré par le Comité de l'Union des syndicats »[23]. Le comité fut par la suite supprimé « en raison de sa pratique résolument protectrice » envers ceux « qui ne méritent pas un tel effort » et remplacé par un nouveau Comité syndical, fidèle à la ligne de l'Union des syndicats. Le comité récalcitrant et les complications judiciaires des procès qu'il avait initiés restèrent pourtant vivants dans les mémoires, dix ans encore après les événements. En 1980, un « Rapport sur le travail du parti à la Faculté des lettres » constate :

> C'est avec beaucoup de difficultés qu'on peut effectuer les licenciements de ceux qui doivent partir suite à leur évaluation complexe. Les négociations qui accompagnent le licenciement de quelques-uns de ces salariés non satisfaisants prennent des années, et les procès perdus par la faculté ont un impact négatif[24].

Dès le début, la centralisation des décisions principales s'accompagna d'une forte incitation aux purges. Les organes supérieurs du parti réclamèrent des analyses détaillées décrivant les événements de « l'époque critique » et désignant les coupables concrets. Dans son étude clé sur les vérifications (*prověrky*) menées au sein du Parti communiste dans les années 1969-1970, Jiří Maňák remarque : « 'Les analyses' étaient le plus souvent élaborées par des fonctionnaires des organes supérieurs du parti spécialement désignés et aidés

---

22 Même le secrétaire de l'Institut, Ladislav Dvořák, subit des pressions pour avoir bloqué des licenciements ; il était considéré comme un « frein au processus de consolidation », *cf.* AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 2, « Zpráva nastupujícího předsedy FV KSČ o kádrových změnách v konsolidačním procesu na filosofické fakultě » [Note du nouveau président du comité fédéral du PCT sur les changements des cadres et le processus de consolidation à la Faculté des lettres] 1970.

23 AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 104, « Analýza činnosti ROH » [Analyse de l'activité de l'Union des syndicats], 1970.

24 AHMP, fonds SMV KSČ, carton 482, vol. 146, a.j. 1204, n° inv. 2938, « Zpráva o stranické práci na filozofické fakultě » [Rapport sur l'activité du Parti à la Faculté des lettres], 1980, p. 25.

par des 'forces saines des organisations de base' »[25]. À la Faculté des lettres, l'élaboration de l'analyse fut confiée à un « noyau sain » autour duquel devait progressivement se mettre en place l'organisation renouvelée du parti[26]. Il s'agissait de quelques enseignants[27] qui, pendant la première période de « normalisation », déposèrent un texte de quelques centaines de pages décrivant les événements fulgurant de l'année 1968 et le comportement de leurs collègues[28].

En général, ces analyses avaient pour objectif d'orienter les commissions d'entretien, en prédéterminant leurs résultats. Or, à la Faculté des lettres, la lenteur avec laquelle fut élaborée l'analyse compliqua le déroulement des entretiens dont les premiers résultats durent être annulés en raison de leur manque de fermeté.

Dans une « Lettre à toutes les organisations de base et aux membres du parti sur le renouvellement des cartes de membres du PCT en 1970 », le Comité central du PCT avait

---

[25] Jiří Maňák, *Čistky v Komunistické straně Československa 1969-1970* [Les purges au sein du PCT 1969-1970] (Prague : Ústav pro soudobé dějiny AV ČR, 1997), 56.

[26] La notion de « noyau sain » (*zdravé jádro*) est couramment employée dans les documents de l'époque, elle ne concerne pas uniquement la Faculté des lettres.

[27] On trouve trois noms d'auteurs attachés aux trois parties de « La petite analyse » (*Malá analýza* d'un volume approximatif de 150 pages) : Josef Haubelt, Antonín Robek et Martin Marušiak. Les auteurs de « La grande analyse » (*Velká analýza*, de 750 pages environ) sont plus nombreux : « L'analyse considère comme membres du noyau sain : Karel Gall, les historiens Oldřich Říha et Antonín Robek, la spécialiste de langue et littérature russes Eva Fojtíková, l'historien Josef Haubelt, le politologue Štěpán Kolafa et les spécialistes de langue et littérature tchèques Jaroslav Voráček, Jaroslav Tax, Martin Marušiak et Jan Petr. » Jakub Jareš, *Filosofická fakulta UK v letech 1968-1971. Vývoj ve stranické organizaci KSČ na FF UK aneb od rehabilitací k nové čistce* [La Faculté des Lettre de l'Université Charles entre 1968 et 1971. L'organisation du PCT à la faculté ou des réhabilitations aux nouvelles purges] (Mémoire de séminaire, Faculté des lettres de l'Université Charles, 2004), 18.

[28] Vilém Prečan estime que cette « méthode » de purge de l'intérieur eut pour résultat : « de soumettre les employés à une certaine pression et de donner aux hésitants la conviction que la résistance est très certainement vaine et illusoire, qu'une telle résistance ne peut que faire du mal et qu'il vaut mieux s'incliner et procéder à ces règlements soi-même, avec sensibilité. C'était le but des consolidateurs partout dans le pays, dans tous les domaines de la vie mais en particulier dans la culture : créer une pression irrésistible qui allégeait la conscience de ceux qui devait 'guillotinner' leurs collègues ; et en même temps démoraliser les individus qui donnaient eux-mêmes leur accord au processus. » Vilém Prečan, « Společenské vědy ve svěráku „konsolidace" » [Les sciences sociales dans l'étau de la « consolidation »], in *V kradeném čase. Výběr ze studií, článků a úvah z let 1973-1993*, éd. Milan Drápala (Brno : Doplněk, 1994), 277.

incité les organisations de base du parti à mener des entretiens. L'initiative avait été approuvée par le Comité central lors d'une réunion, en janvier 1970. Procédé administratif ordinaire, le renouvellement des cartes de membres avait déjà été effectué à trois reprises depuis 1948[29]. En 1970 néanmoins, on y eut recours explicitement pour des motifs répressifs : son but était « d'épurer le parti de ceux qui ont quitté la voie de la politique du marxisme-léninisme et qui transgressaient sans répit les règlements du parti ou ne s'y soumettaient pas correctement »[30]. Surtout, on ne pouvait plus tolérer dans le parti ceux « qui diffusaient auprès de leur entourage des opinions contraires à la politique du parti [...] qui concourraient à affaiblir son rôle directif [...] qui mettaient en question le marxisme-léninisme [...] qui faisaient preuve d'une attitude nationaliste vis-à-vis de l'Union soviétique, qui mettaient en doute l'orientation de la politique étrangère du pays, enfin ceux qui corrompaient et essayaient de détruire nos relations politiques, économiques, militaires, etc. avec l'Union soviétique et notre coopération mutuelle »[31].

À la Faculté des lettres, on ne procéda pas au « renouvellement » des cartes de membres du parti mais à leur « redistribution ». En effet, au vu du mouvement « contre-révolutionnaire » qui y avait pris pied, le 14 avril 1970, le présidium du Comité central du Parti communiste décida d'y dissoudre les organes du PCT[32]. Tous les membres du parti durent déposer leur carte et, s'ils le souhaitaient, faire une demande pour être de nouveau acceptés comme membres. Cette acceptation était soumise au résultat de leur « vérification » biographique.

---

29 Les cartes ont été successivement renouvelées en 1950, 1955 et 1960 : Maňak, *Čistky*, 36.

30 « Zpráva o průběhu a výsledcích výměny členských legitimací KSČ v roce 1970 » [Rapport sur le processus et les conséquences du renouvellement des cartes de membres du PCT en 1970]. Cité d'après : Maňák, *Čistky*, 102.

31 *Ibid.*, 41.

32 Cette organisation comportait cinq organes de base (philosophique, historique, deux de philologie et un pour les étudiants). 350 employés de la faculté et 45 étudiants étaient communistes à cette époque. Voir AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 50, « Zpráva o FF UK » [Rapport sur la Faculté des lettres du l'Université Charles].

L'organisation renouvelée du parti commença à fonctionner en mai 1970. En avril de la même année, seuls 37 des 395 anciens membres du parti avaient été jugés aptes à le réintégrer. En mai 1970 un des membres du « noyau sain », Štěpán Kolafa, accéda au poste de président du nouveau Comité du PCT de la Faculté des lettres.

Le Comité municipal du PCT annula cependant les résultats de la première campagne d'entretiens, critiquant l'indulgence et l'inconséquence des sanctions. Seuls les membres dont les rapports d'entretiens avaient été approuvés par le Comité central du Parti communiste bénéficièrent d'une exception. Tous les autres durent se présenter à nouveau devant les commissions des vérifications. Au début des vacances d'été 1970, les organes supérieurs du parti jugeaient la situation de la faculté en ces termes[33] :

> Les entretiens [...] ont révélé un faible niveau de préparation idéologique et un manque de retour critique sur l'attitude passée et présente au sein de l'organisation. Il est significatif que le manque d'idées personnelles est surtout patent lors des entretiens avec les spécialistes de langue et de littérature russes dont une grande partie n'a pas du tout compris la portée objective de la déclaration des spécialistes de russe qu'ils ont signée en masse[34]. La commission qui a mené les entretiens avec les spécialistes d'art, les ethnographes et les philologues de langues non-slaves constate une attitude similaire[35].

[33] La Faculté des lettres de l'Université Charles étaient avec d'autres facultés pragoises parmi les plus critiquées dans le pays : « En ce qui concerne la vie des organes du parti dans les universités, on peut dès aujourd'hui constater que de nouveaux comités ont entamé leur travail et que des noyaux sains se forment dans les nouveaux organes du parti, bien qu'avec tous les problèmes dus à l'état de crise qui règne depuis longtemps dans les universités, en particulier à Prague. « Zápis 2. schůze ideologické komise ÚV KSČ » [Compte-rendu de la 2e réunion de la commission idéologique du CC du PCT], 17. 6. 1970. Cité d'après Otáhal, Nosková et Bolomský, *Svědectví*, 29.

[34] Une « Déclaration des spécialistes d'études russes » avait été publiée dans la revue *Literární listy* à l'automne 1968. Les signataires critiquaient et se distançaient de la position officielle de l'Union pour l'amitié russo-tchécoslovaque qui refusait le concept de socialisme à visage humain. Par la suite, la majorité des signataires revinrent sur leur position et une détraction de la Déclaration fut publiée le 15 juillet 1970 dans la revue *Tribuna*.

[35] NA, Prague, Archives ÚV KSČ, fonds 02/7, vol. 29, a.j. 54, bod [article, noté b.] 17, « Zpráva o výsledcích pohovorů na filosofické fakultě UK a v bývalém Ústavu sociálních a politických věd UK » [Rapport sur les résultats des entretiens réalisés à la Faculté des

Au terme des entretiens qui se déroulèrent à la Faculté des lettres en juillet 1970, le PCT comptait quatre-vingt sept membres.

Pendant les vacances d'été, on prépara une troisième campagne d'entretiens dans le but d'identifier les coupables des événements de 1968. Le critère principal fut la position au sein de la faculté : qui avait rempli une fonction en 1968 était responsable de la voie « erronée » suivie par la faculté. Soixante membres du parti passèrent au crible de ces nouveaux entretiens. Un rapport du Comité central du PCT constate à leur propos : « Ils se sont accompagnés d'une différentiation progressive et d'un prestige croissant de la nouvelle organisation. [...] une grande partie des personnes interrogées ont changé d'avis pendant les entretiens et se sont efforcées d'entrer au parti[36]. » Néanmoins, les commissions de vérification n'étaient toujours pas satisfaites des dossiers préparés par les organes du parti de la faculté : « y perçaient toujours les restes d'une 'tactique des tranchées' », « une fausse solidarité », « une réticence à appeler les choses par leur nom »[37].

Le bilan final de « l'épuration » de la faculté est difficile à établir : le nombre de ceux qui furent expulsés du parti et de ceux qui durent quitter la faculté à la suite d'un licenciement forcé ou d'une mise à la retraite forcée diffère d'un document à l'autre. De plus, les luttes pour maintenir certains enseignants à la faculté durèrent parfois des années, si bien que les chiffres définitifs évoluent au moins jusqu'en 1974. Il demeure certain que, comparée à d'autres facultés, celle des Lettres a été beaucoup plus touchée.

---

lettres de l'Université Charles dans l'ancien Institut de sciences sociales et politiques], 30 juin 1970.

36 NA, Prague, Archives ÚV KSČ, fonds 02/7, vol. 41, a.j. 66, b. 4, « Výsledky pohovorů ve stranické organizaci na Filosofické fakultě University Karlovy v Praze » [Résultats des entretiens menés au sein de l'organisation du Parti à la Faculté des lettres de l'Université Charles à Prague], 1er décembre 1970.

37 *Ibid.*

Tableau 1 – Proportion des expulsions et des radiations du PCT dans les facultés formant de futurs enseignants

Faculté	Radiations	Expulsions
Faculté des lettres de l'Université Charles	51,1 %	4,5 %
Faculté d'économie nationale de l'École supérieure d'économie	32,5 %	0
Faculté pédagogique de l'Université Charles	31,6 %	0
Faculté d'éducation physique et de sport de l'Université Charles	19,1 %	3,6 %

Source : AHMP, fonds SMV KSČ, carton 403, tome 67, a.j. 910, n° inv. 2579, « Rozbor členské základy na pražských vysokých školách a zpráva o připravovaném návrhu odd. školství a vědy ÚV KSČ na zkvalitnění stranické práce a změnu struktury a řízení stranických orgánů na vysokých školách. » [Analyse des membres du PCT dans l'enseignement supérieur à Prague et du projet du département de l'enseignement du CC du PCT pour améliorer le fonctionnement du parti et modifier la structure et la gestion des organes du parti dans les établissements d'enseignement supérieur.]

La Faculté des lettres fut donc l'institution la plus touchée ; plus de deux cents membres du parti furent radiés ; plus de vingt ont été expulsés (sanction la plus sévère) ; plus de la moitié des organes du parti furent supprimés.

La « Grande analyse » (*Velká analýza*), qui décrit l'état de la faculté au 1er novembre 1970 et présente les propositions d'expulsion et de radiation du parti nous donne une vision plus précise de ces purges.

Tableau 2 – Propositions d'acceptations, d'expulsions et de radiations du PCT effectuées par la commission de vérification et enregistrées dans la « Grande analyse » du 1er novembre 1970

Propositions d'acceptation dans la nouvelle organisation du parti de la faculté	151
Propositions de radiation de l'organisation du parti de la faculté	207
Propositions d'expulsion de l'organisation du parti de la faculté	22
Encore en traitement	16

Source : AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton. 1, « Velká analýza » [Grande analyse], p. 533.

Les résultats des vérifications pesèrent sur le nombre des membres du parti longtemps après 1970, comme le montrent les « Relevés de l'évolution du nombre des membres du parti » (*Výkaz změn v stavu členů*)[38]. De ce point de vue, novembre 1971 représente une rupture. Au début du mois, on comptait 164 membres du parti dans l'organisation de la faculté ; au cours du mois de novembre, deux nouveaux membres ont été accueillis mais en même temps, 55 membres ont quitté l'organisation (cinq d'entre eux sont passés à une autre organisation, les autres ont été radiés)[39]. Les années suivantes, la proportion des différentes catégories d'enseignants évolua de façon intéressante : ceux qui avaient été expulsés quittèrent la faculté plus rapidement que ceux qui avaient été simplement radiés. Ces derniers ne furent donc pas forcés de quitter la faculté.

[38] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 36 « Hlášení o složení členstva základní organizace KSČ » [Rapport sur la composition de l'organisation de base du PCT] années 1970 et 1980.

[39] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 180, « Hlášení základní organizace KSČ na rok 1971 » [Rapport de l'organisation de base du PCT pour l'année 1971]

Tableau 3 – Les enseignants de la Faculté des lettres et le Parti communiste

Enseignants[40]	Membres du PCT	Expulsés du PCT	Radiés du PCT	Sans parti	% des enseignants de la FF UK membres du PCT
31.12.1970	65	24	169	98	18,2
9.1.1980	150	-	132	130	36,4
31.3.1982	166	2	104	97	43,7

Sources : AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 171, « Přehled o stavu pedagogických pracovníků FF UK ke dni 31. 12. 1970 » [Les enseignants de la Faculté des lettres, rapport au 31 décembre 1970].

Ibid. 31 décembre 1982

AMP, Prague, fonds SMV KSČ, carton 482, tome 146, a.j. 1204, n° inv. 2938, « Stanovisko oddělení vysokých škol a vědy MV KSČ v Praze ke „Zprávě o stranické práci na filozofické fakultě UK v Praze" » [Position du département de l'enseignement supérieur et de la recherche du Comité municipal de Prague envers le « Rapport sur le PCT à la Faculté des lettres »], 9 janvier 1980.

La « consolidation » de l'organisation du PCT de la faculté, tout comme celle de la faculté elle-même, fut lente et pénible. Le poids de son attitude durant le Printemps de Prague, tout comme son évaluation officielle, pesa sur la carrière des enseignants jusqu'à la fin des années 1980. Les nouveaux organes du PCT s'étaient pourtant mis à travailler en accord avec les attentes des organes supérieurs et, jusqu'à la fin de

[40] Parmi les employés de la faculté, outre les enseignants, se trouvaient des chercheurs (leur nombre variait, par exemple en 1980, il y avait 62 chercheurs pour 412 enseignants ; parmi eux, il y avait 18 communistes, 13 sans-parti, 12 dont l'appartenance au parti avait été annulée et un qui avait été exclu du parti). AHMP, fonds SMV KSČ, carton 482, vol. 146, a.j. 1204, « Stanovisko oddělení vysokých škol a vědy MV KSČ ke zprávě o stranické práci na FF UK z 9. 1. 1980. » [Position du département pour l'enseignement supérieur et la recherche du Comité municipal du PCT envers le rapport sur le travail du parti à la Faculté des lettres de l'Université Charles du 9 janvier 1980].

l'année 1989, ils eurent une influence sensible sur l'activité de la faculté.

L'implantation de l'organisation du PCT de la Faculté des lettres au sein de la structure du Parti communiste

Le Comité d'établissement du PCT (*Celozávodni výbor :* CZV KSČ) était l'organe qui assurait la communication entre la faculté et les organes supérieurs du parti sous lesquels elle était placée : le Comité d'arrondissement du PCT de Prague 1 (*Obvodní výbor KSČ Prahy 1*), le Comité municipal du PCT de Prague (*Městský výbor KSČ v Praze*), la Section de l'enseignement supérieur auprès du secrétariat du Comité central du PCT (*Oddělení pro vysoké školy při Sekretariátu ÚV KSČ*) et, à partir de 1978, le Comité du PCT pour l'ensemble de l'Université Charles (*Celoškolský výbor KSČ Univerzity Karlovy*) qui était, lui aussi, sous la tutelle du Comité municipal.

De toute évidence, la faculté était très étroitement liée au Comité d'arrondissement et au Comité municipal du PCT, comme l'attestent nombre de documents conservés dans les archives de la faculté. Dans ces deux comités, se trouvaient des sections spécialement chargées de l'enseignement supérieur. Les comités se complétaient, mais il semble qu'au début de la période ici considérée, leurs compétences n'étaient pas strictement différenciées et qu'elles pouvaient se superposer[41]. Dans la pratique, les affaires courantes étaient gérées par le Comité d'arrondissement de Prague 1, tandis que les problèmes de fond de l'Université Charles étaient plutôt abordés par le Comité municipal de Prague.

[41] Il est difficile de comparer l'influence du Comité municipal et du Comité d'arrondissement sur la vie de la faculté. Les entretiens avec les témoins attestent que les liens personnels jouaient un grand rôle : un fonctionnaire du Comité d'arrondissement ou du Comité municipal pouvait interférer à la faculté à la suite de l'intervention personnelle de tel ou tel employé de la faculté. D'après des témoignages, il existait même une certaine concurrence où chacun faisait intervenir ses contacts comme autant d'atouts dans un jeu.

Cette structure, qui gérait les relations de la faculté avec les comités du PCT, se mit en place après 1968. Auparavant, l'organisation du parti à la faculté était coordonnée par un Comité pour l'enseignement supérieur du PCT (*Vysokoškolský výbor KSČ*) composé de membres de toutes les universités et grandes écoles pragoises ; ce comité avait son propre Comité chargé du territoire de Prague. Après la suppression du Comité pour l'enseignement supérieur en septembre 1969 (et celle, par le même acte, de son Comité d'arrondissement pour Prague), les comités des établissements d'enseignement supérieur passèrent sous la tutelle des organes territoriaux déjà existants. Or ces divers comités du PCT n'étaient pas préparés à diriger la vie du parti dans les universités. Les documents qui accompagnent cette décision trahissent à plusieurs reprises leur manque d'expérience et leur incapacité à gérer convenablement la situation[42]. De plus, la gestion de l'Université Charles, et de la Faculté des lettres en particulier, était complexe puisque l'Université était subordonnée à plusieurs comités d'arrondissement à cause de son éparpillement géographique :

> Actuellement, sur quinze organisations du PCT à l'Université Charles, dix dépendent du Comité d'arrondissement de Prague 1, trois du Comité d'arrondissement de Prague 2, une du Comité d'arrondissement de Prague 5 et une enfin du Comité d'arrondissement de Prague 10. [...] Ainsi, la direction unie de l'État […] ne se reflète pas dans la direction unie du parti[43].

[42] Voir par exemple AHMP, fonds SMV KSČ, carton 377, vol. 41, a.j. 786, n° inv. 2453, « Návrh na převedení ZO KSČ vysokých škol na OV KSČ a na posílení systemizace politických pracovníků pro úsek škol » [Proposition de transfert des organisations de base du PCT de l'enseignement supérieur sous la tutelle des comités d'arrondissements du PCT et de renforcement de la systématisation des employés politiques responsables des écoles], 14 octobre 1969.

[43] AHMP, fonds SMV KSČ, carton 402, vol. 66, a.j. 910, n° inv. 2579, « Informativní zpráva o připravovaném návrhu oddělení školství a vědy ÚV KSČ na zkvalitnění stranické práce a na změnu struktury a řízení stranických organizací na vysokých školách » [Note informative sur la préparation d'une proposition du département de l'enseignement et de la recherche du CC du PCT pour une amélioration de la qualité du travail du Parti et une transformation de la structure et de la gestion des organisation du Parti dans les établissements d'enseignement supérieur], 14 mars 1973.

Tel est le constat prononcé en 1973. Afin de pallier cette difficulté, des Comités furent créés en 1978, non seulement pour l'Université Charles[44], mais aussi pour l'Université polytechnique tchèque (ČVUT) qui connaissait les mêmes problèmes. Les pouvoirs des Comités d'arrondissement ne furent pas affectés par l'instauration de cette nouvelle instance. Les textes stipulent :

> Ces comités des universités seront dirigés par le Comité municipal du Parti communiste ; selon la décision du Comité central du PCT de septembre 1969, ils traiteront les questions liées à la politique de l'enseignement supérieur et leur existence ne remet pas en cause les compétences des Comités d'arrondissement quant aux questions concernant les membres du parti, l'organisation et l'encadrement du personnel. Les propositions en matière de personnel passeront des facultés au rectorat et, après avoir été discutées par le Comité de l'Université, seront présentées par le recteur au Comité d'arrondissement dont il dépend[45].

Au Comité municipal du PCT de Prague, la Faculté des lettres relevait, d'une part, de la Section de l'enseignement supérieur et des sciences (*Oddělení vysokých škol a vědy*)[46], qui comptait au début cinq employés politiques et un employé administratif, et, d'autre part, de la Commission pour l'enseignement supérieur de la Direction du Comité municipal (*Vysokoškolská komise Předsednictva městského výboru*). Les documents du Secrétariat et de la Direction du Comité municipal relatifs à la faculté concernent, dans la

---

[44] À la mise en place des comités principaux des établissements d'enseignement supérieur en 1978, la composition de celui de l'Université Charles fut fixée à 21 membres, plus 7 candidats et 9 membres pour la Commission de révision et de contrôle. Plus tard, d'autres commissions virent le jour au sein du Comité, par exemple une Commission chargée des candidats et des jeunes membres du parti ; à une époque, cette commission avait deux directeurs, chacun pour un certain nombre de facultés.

[45] AUK, fonds KSČ FF UK, carton 48, « Zápis z porady předsedů CZV a ZO KSČ UK a ČVUT na MV KSČ » [Compte rendu de la réunion des présidents des comités d'établissement et des organisations de base de l'Université Charles et de l'Université des techniques au Comité municipal de la Ville de Prague], le 6 janvier 1978.

[46] Les dossiers de la section des universités et de la science du Comité municipal du PCT (MV KSČ) sont introuvables aux Archives de la ville de Prague et ailleurs. Nous disposons seulement des décisions finales du secrétariat et de la direction de ce comité. Aussi ne connaissons-nous pas encore le rôle, la fonction et le mode d'interférence exacte de cette section dans la vie de la faculté.

majorité des cas, l'approbation de l'avancement des carrières des enseignants (en coopération avec le Comité d'arrondissement de Prague 1, voir plus bas) et des soutenances de thèses de « candidat ès sciences » (titre CSc.) ou encore les procédures d'admission à la faculté et la rentrée universitaire. En l'absence de documents directement issus de cette section, il n'est pas toujours possible de restituer les discussions concernant la Faculté des lettres qui avaient cours au Comité municipal. Nous avons pu constater que la faculté envoyait régulièrement un grand nombre de documents au Comité municipal ; à partir de 1978, avec l'établissement du Comité du PCT pour l'ensemble de l'Université Charles, ces liens se distendent[47].

Peu de documents traitent de la situation concrète à la Faculté des lettres dans les années 1970. Il faut attendre le début des années 1980 pour trouver plus de documents concernant la faculté et le travail du Parti communiste en son sein. À cette époque, le Comité municipal examina un « Rapport sur le travail du parti à la Faculté des lettres de l'Université Charles à Prague »[48]. Ce rapport avait été élaboré au cours de l'année 1979 par trois groupes de travail d'une commission de la Section de l'enseignement et des sciences du Comité central du PCT qui constataient des lacunes importantes dans le travail d'encadrement du personnel.

Comme le Comité municipal, le Comité d'arrondissement du PCT de Prague 1 recevait fréquemment des documents de la part des organes du Parti communiste de la faculté. Des représentants de la faculté étaient amenés à y présenter des

[47] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 48, « Zápis z porady předsedů CZV a ZO KSČ UK a ČVUT na MV KSČ », 6 janvier 1978 [cf. note 45]. Comme l'indique une circulaire : « À partir du 1er février 1978, envoyez au Comité municipal du Parti communiste, Section de l'enseignement supérieur et des sciences, uniquement les rapports suivants : a) tous les rapports du Comité d'établissement du PCT (CZV KSČ) ; b) uniquement les comptes rendus des réunions des membres des Organisations de base du PCT (ZO KSČ) ; c) les rapports concernant d'autres réunions importantes (par exemples les plaintes, les procédures disciplinaires, etc.).

[48] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 150 « Zpráva o stranické práci na filosofické fakultě UK v Praze ».

exposés sur la situation de leur établissement. Au sein du Comité d'arrondissement, c'est une Commission pour l'enseignement supérieur (*sektorová komise pro vysoké školy*) qui était en charge de la faculté. La communication entre la faculté et le Comité d'arrondissement était beaucoup plus intense que celle entre la faculté et le Comité municipal. Le Comité d'arrondissement examinait les candidatures pour entrer au Parti et la reconduction des membres[49], autrement dit, il gérait l'attribution des cartes de membres[50]. Il indiquait comment recueillir des informations sur et pour le parti[51] et évaluait ces dernières régulièrement. Il examinait aussi d'autres dossiers : par exemple, les absences aux séminaires commémoratifs, le report inacceptable des délais des soutenances de thèses, ou des demandes de conseils sur l'attitude à adopter dans des situations inédites.

Le Comité d'arrondissement était en charge de l'approbation des cadres de la faculté – par exemple en permettant ou non la soutenance des thèses (CSc.), en pesant sur les procédures d'approbation, comme nous le montre le rapport d'un groupe du PCT de la faculté à propos d'un refus émis en 1983 :

---

[49] Le Comité d'arrondissement confirmait par écrit, par formulaire, auprès de la faculté que telle personne avait été reçue comme « candidat » ou comme membre du parti (*cf.* ci-dessous pour la procédure d'entrée au PCT).

[50] En cas de décès d'un membre du parti, on rendait sa carte au Comité d'arrondissement, ainsi que les timbres de cotisation, non utilisés.

[51] « Transmettez les informations écrites au Comité d'arrondissement du PCT, toujours avant 9 heures du matin, selon des délais indiqués pour le premier semestre 1983. (...) En établissant le rapport, distinguez clairement les opinions des communistes, de l'avis de ceux qui ne sont pas membres et indiquer quelle est l'opinion qui domine, (…) quelles opinions et attitudes ont un caractère spontané. (...) Outre les rapports réguliers remis aux dates indiquées, transmettez des informations brèves par téléphone concernant les réactions à des événements extraordinaires, ou à d'importants événements politiques, saisis au moment des faits ou immédiatement après. » AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 34, « Pokyny Komise pro stranické informace předsednictva OV KSČ Praha 1 », [Instruction de la Commission pour l'information au sein du Parti de la présidence du Comité de district du PCT], 1983.

> Soutenance de thèse du docteur U[52]. Refusée par le Comité d'arrondissement du parti. [Il lui est] recommandé d'intensifier ses activités sociopolitiques et de s'engager dans les formations supérieures du parti en occupant une haute fonction politique à l'Union de l'amitié soviéto-tchécoslovaque (SČSP) et en suivant un séminaire théorique[53].

Pour le choix des directeurs de thèses, le Comité d'arrondissement collaborait étroitement avec le Comité municipal : avant d'examiner les dossiers de la faculté à la Direction du Comité d'arrondissement, un secrétaire idéologique devait consulter la Section de l'enseignement supérieur et des sciences du Comité municipal. Parfois, les avis des comités et de la faculté différaient :

> Au cas où l'avis de la Section de l'enseignement supérieur et des sciences du Comité municipal du PCT et celui du Comité d'arrondissement seraient contraires, les discussions se poursuivent au niveau du secrétaire du Comité municipal du Parti communiste ; éventuellement, la proposition est présentée, après discussion, à la Direction du Comité d'arrondissement du PCT, exceptionnellement au Secrétariat du Comité municipal du PCT pour l'adoption de la décision définitive[54].

Une thèse (CSc.) de l'Institut de langue tchèque et slovaque fit ainsi l'objet d'un conflit au milieu des années 1980. Au contraire des organes du parti de la faculté, les organes supérieurs du PCT refusèrent de fermer les yeux sur le « rapport de vérification » de l'enseignante concernée, daté de 1970.

---

52 Nous rendons certains documents anonymes en n'indiquant que les initiales des personnes mentionnées.

53 AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 94, « Zápis stranické skupiny U3 KSČ FF UK ze dne 23. 6. 1983 » [Compte rendu du Groupe U3 du PCT de la Faculté des lettres du 23 juin 1983].

54 AHMP, fonds SMV KSČ, carton 514, vol. 232, a.j. 1555, « Opatření k nomenklaturnímu projednávání zařazení do vědecké výchovy a školitelů aspirantů v oblasti společenských věd » [Mesures concernant le processus d'acceptation des candidats au doctorat dans le domaine des sciences sociales], 13 septembre 1988.

Structure de l'organisation du Parti communiste à la Faculté des lettres

Si l'on jette un regard plus attentif sur l'organisation du parti au sein de la faculté, on s'aperçoit de sa diversité et de sa souplesse : l'organisation s'adaptait au nombre de membres du parti et aux besoins des organes supérieurs du parti.

Sur les six cents enseignants et environ deux mille étudiants que comptait la Faculté des lettres, quelques dizaines d'entre eux seulement entrèrent au Parti communiste ; la proportion des communistes à la faculté n'a jamais dépassé 20 %. La décision d'entrer au Parti communiste ne relevait pas d'une décision exclusivement personnelle des individus. Il s'agissait d'un processus qui avait ses règles et son contexte. Avant de devenir membre, tous, enseignants et étudiants, devaient accomplir une période dite de candidature (généralement de deux ans), pendant laquelle ils étaient chargés de différentes missions et placés sous contrôle. La décision même de devenir candidat au Parti communiste n'était pas une décision personnelle : on devenait candidat sur proposition de ceux qui étaient déjà membres. Les propositions de candidats, émises par un groupe du parti, étaient systématiquement discutées au sein du comité de l'organisation de base, qui établissait chaque année une « Proposition de plan d'acceptation des candidats » pour l'année à venir et veillait ensuite à la réalisation de ce plan.

Les documents des années 1980 mentionnent des cas d'étudiants qui refusèrent de se porter candidat : la raison le plus souvent invoquée était le manque de maturité qu'exigeait cette décision. On ne peut pas savoir exactement si ces cas étaient fréquents, et quelles étaient les conséquences de ce refus. Les témoignages divergent sur ce point. Le risque que jetait une telle décision sur la carrière ne fait pourtant pas grand doute au vu des documents consultés. Nous disposons par exemple d'un compte rendu de réunion datant de 1985 où

le groupe de base du PCT apprend qu'une étudiante a refusé de confirmer sa candidature ; sa réaction est claire :

> La camarade N. a refusé de se porter candidate au Parti communiste. La camarade N., qui a été invitée à une réunion du groupe du parti, avait auparavant déclaré son désir d'entrer au PCT. Ce fait avait été constaté lors d'une proposition de séjour d'un an au Benelux et lors du concours au poste de doctorant. Une fois le dossier préparé, la camarade N. a déclaré (…) avoir de nouveau longuement réfléchi à tout cela, et elle a annoncé qu'elle ne se sentait pas prête pour entrer au parti. Le camarade V. en a informé le camarade D. et vu la décision de la camarade N., les propositions de séjour à l'étranger et de formation doctorale interne seront réexaminées[55].

Les refus, d'ailleurs assez peu fréquents, étaient considérés aussi comme un échec de l'organe du parti qui avait sélectionné et proposé le candidat, comme le montre par exemple le rapport intitulé : « Les raisons de l'indifférence des étudiants issus de familles communistes à entrer au PCT en 1985 ». Il indique :

> En 1985 on n'a constaté aucun cas de refus d'étudiants de se porter candidat au parti dans l'Organisation de base II du PCT, et que tous les étudiants choisis par les groupes du parti pour se porter candidats se préparent actuellement à leur entrée au parti. [...] Les cas de refus de se porter candidat enregistrés les années précédentes ont été examinés par le comité qui en a tiré les conclusions qui s'imposaient pour son travail actuel[56].

[55] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 94, « Zápis z schůze stranické skupiny U4 ze dne 14. 3. 1985 » [Compte rendu de la réunion du Groupe U4 du PCT de la Faculté des lettres du 14 mars 1985].

[56] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 60, « Důvody nezájmu studentů z komunistických rodin o vstup do KSČ v roce 1985 » [Raisons du désintérêt manifesté en 1985 par les étudiants issus de familles communistes envers l'entrée au PCT], 25 février 1986. Certaines raisons données attribuées à ce refus ont quelquefois un caractère ironique : « La camarade K. déclare que seuls ceux qui possèdent une volonté ferme doivent entrer au Parti communiste, ce qui, de son avis, n'est pas son cas. » AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 94, « Vyřazené návrhy na kandidáty » [Candidatures refusées].

Tableau 5 – Le PCT à la Faculté des lettres de l'Université Charles : évolution du nombre des membres, des candidats, des organisations de bases et des groupes du PCT

Année - au 1er janv.	Membres	Candidats	Organisations de base	Groupes
1973	123	17	1	14
1974	158	117		23
1975	201	162		23
1976	292	155	3	30
1977	362	135		33
1978	386	126		25
1979	426	95		36
1980	427	101		47
1981	385	68	4	38
1982	346	52		33
1983	297	63		33
1984	289	80		32
1985	276	76		31
1986	276	98		32
1987	289	114		31
1988	328	103		33
1989	375	81		33

Source : AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, cartons 15, 38, 45, 47, 139, 143 et 149.

Ce tableau montre clairement l'évolution de la base du Parti communiste à travers ses membres et ses candidats ; on y voit la croissance de son organisation à la faculté et la réimplantation de ses structures après leur suppression en 1968. L'on peut observer aussi la formation progressive des organisations de base du Parti communiste et l'évolution en dents de scie du nombre des groupes.

L'augmentation du nombre de membres n'est pas le fait des enseignants, bien au contraire. Ce sont surtout les étudiants de la faculté qui s'engageaient. En 1975, par exemple, parmi les 162 candidats, on ne compte que huit enseignants ; en 1977, il y avait 59 étudiants sur 77 candidats[57]. La statistique partielle montre qu'entre 1973 et le 30 juin 1979, on reçut à la Faculté des lettres 232 candidats dont 196 étudiants[58].

Tableau 6 – Évolution du nombre des membres du PCT parmi les étudiants de la Faculté des lettres de l'Université Charles

Année	Nombre d'étudiants membres du PCT
1972	3
1973	40
1975	144
1980	305

Source : AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 36, « Hlášení o složení členstva základní organizace » [Déclaration concernant la composition des organisations de base]

L'augmentation du nombre des membres du parti suscitait une attention et un travail systématiques. Or, dans les années 1980, les objectifs fixés en matière d'intégration de nouveaux étudiants sont de moins en moins souvent atteints. Le parti ne parvient plus à réaliser le plan et l'on passe d'une augmentation à une baisse du nombre d'étudiants candidats.

[57] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 140, « Přijímání kandidátů v roce 1975 » [Candidatures acceptées en 1975].

[58] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 80, « Zkvalitňování členské základny na FF UK » [Amélioration de la base militante à la Faculté des lettres de l'Université Charles], 28 juin 1981.

Tableau 7 – Nombre d'étudiants de l'Université Charles candidats au PCT, selon le plan et en réalité

Année	Candidats prévus	Candidats reçus
1980	43	5
1981	48	27
1982	32	23
1983	50	25
1984	48	23
1985	48	24

Source : AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 87, « Přehled o organizovanosti studentů v KSČ a záměrech na přijímání kandidátů » [Bilan de l'engagement des étudiants dans le PCT et prévision d'acceptation de nouvelles candidatures]

Pour cette période, nous disposons des dates de naissance des candidats (qu'ils aient été sollicités ou effectivement reçus). Les étudiants de troisième et quatrième année, considérés comme ayant les meilleures chances d'entrer au parti, étaient au centre de l'intérêt du parti.

Tableau 8 – Nombre des étudiants de l'Université Charles candidats au PCT, selon le plan et en réalité. 1980-1985

Année d'inscription	Nombre de candidats prévus – moyenne annuelle pour les années 1980-1985	Nombre de candidats reçus – moyenne annuelle pour les années 1980-1985	Nombre absolu de candidats reçus pour les années 1980-1985
I.	–	–	–
II.	11,5	7	35
III.	13,5	7,2	43
IV.	15	6,5	39
V.	4,8	1,7	10
VI.	–	–	–

Source : *cf.* tableau 7.

Pour autant, l'organisation des étudiants membres du parti à la faculté n'était pas structurée selon leur niveau, mais selon leur domaine d'étude – comme pour les enseignants. Chaque domaine disposait d'une Organisation de base du PCT (*Základní organizace KSČ* - ZO), chacune dotée de son comité élu, et divisée en unités plus petites, les « groupes du parti » généralement présents dans chaque discipline. Le fonctionnement de ces groupes du parti était moins formel que celui des organisations de base et de leur comité. Néanmoins, ces organisations fonctionnaient selon des règles fixes : elles discutaient leurs plans de travail au cours de réunions, réglaient des problèmes auxquels étaient confrontés des membres et même des non-membres, et devaient rendre compte de ces activités. Dans la période de stabilité (après 1974), les comptes rendus rapportent laconiquement les

questions traitées : résolutions du Comité d'établissement, discussion à propos des candidats au parti, rapports sur l'activité du comité, autres questions concernant le personnel de la faculté, par exemple des rapports d'évaluation complexe, etc. Une partie des réunions pouvait être consacrée à la présentation d'un exposé sur un sujet idéologique suivi d'une discussion, ou bien au commentaire d'événements extraordinaires survenus aussi bien dans l'Organisation de base, à la faculté (l'annulation des sanctions à l'égard des membres du parti, par exemple), ou dans la société en général (comme ce fut le cas à propos de la Charte 77). Quelquefois, les rapports reflètent aussi des conflits personnels, des litiges liés au travail ou bien des antagonismes au niveau du parti, le tout souvent entremêlé :

> Le camarade P. a dit qu'à son avis le camarade R. ne peut pas diriger le groupe du parti, car en tant qu'ancien directeur de la chaire, il est trop impliqué personnellement dans divers conflits ; c'est une personne despotique ; il a depuis longtemps l'âge de la retraite [...] la camarade B. [...] a ensuite dit [...] que le camarade P. avait écrit un article sur elle sans en avoir discuté avec elle au préalable, entre collègues ; elle considère ceci comme une crasse[59].

Les documents des Archives de l'Université Charles montrent que, une fois rédigés, les rapports ainsi produits étaient examinés, régulièrement contrôlés, comme en attestent les originaux couverts de notes au crayon, soulignant ici une partie, ajoutant là une remarque ou un point d'interrogation.

Les organisations de base du Parti communiste se développèrent de façon relativement progressive en fonction du nombre de membres du Parti communiste à la faculté. Pendant cinq ans, une seule Organisation de base du PCT de la faculté remplaça la structure dissoute en mai 1970. Le rapport intitulé « L'état actuel et les problèmes de l'Organisation de base du PCT de la Faculté des lettres », établi au début de l'année 1975, constate : « le nombre

[59] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 140, « Zápis ze schůze ZO III ze dne 17.11.1988 » [Compte rendu de la réunion de l'Organisation de base III, du 17 novembre 1988].

croissant de communistes à la faculté exige que nous proposions à la prochaine réunion annuelle la création d'un comité d'établissement et de trois organisations de secteur »[60]. En effet, les 162 membres et 120 candidats avaient besoin d'une structure plus adaptée à leur action quotidienne. Ainsi, en décembre 1975, trois organisations de base du PCT furent créées et le Comité du PCT de la faculté (organe électif qui dirigeait l'action du parti à la faculté) a été transformé en Comité d'établissement du PCT.

Les trois organisations de base, désignées par des chiffres romains, regroupaient différents domaines d'étude ; assez schématiquement, on appelait l'Organisation de base I « philosophie », l'Organisation de base II « histoire » et l'Organisation de base III « philologie ». Le domaine de la philosophie, trop étendu et donc ingérable, fut divisé en 1980 avec la création d'une Organisation de base IV[61]. Ces quatre organisations de base, dites couramment ZO I, ZO II, ZO III, ZO IV, fonctionnèrent jusqu'à la fin de l'année 1989.

Au milieu des années 1980, la répartition des domaines d'étude dans ces quatre organisations de base était la suivante :

ZO I : philosophie, économie politique, théorie de la culture, sociologie, communisme scientifique

ZO II : histoire de la musique et du théâtre, histoire de l'art et de l'esthétique, Asie et Afrique, histoire tchécoslovaque, ethnographie, sciences auxiliaires de l'histoire, histoire générale, administration (bureau du doyen), égyptologie.

[60] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 14, « Současný stav a problémy ZO KSČ FF UK » [État présent et problèmes de l'Organisation de base du PCT à la Faculté des lettres de l'Université Charles].

[61] La proposition du comité de l'Organisation de base I. a été approuvée par le Comité d'établissement de la Faculté des lettres, le 4 octobre 1979.

ZO III : langue et littérature anglaises et américaines, histoire de l'antiquité, littérature tchèque, langue et littérature russes, linguistique générale, linguistique, langues romanes, langue tchèque et slovaque, traduction, langues.

ZO IV : psychologie, éducation et formation des adultes, bibliothéconomie, pédagogie[62].

Les « groupes du parti » constituaient les unités les plus petites, et leur structure variait considérablement. Leur évolution mériterait une analyse plus fine, mais l'on peut déjà procéder par sondes pour le début des années 1970 : en 1974, 1976 et jusqu'en 1988. Avant la division de l'Organisation d'établissement du PCT en trois organisations de base, dans la première moitié des années 1970, il y avait onze groupes d'enseignants, qui correspondaient aux différents domaines d'études (et comprenaient chacun en moyenne 8 à 9 membres), un groupe d'étudiants (32 membres) et une autre regroupant des employés non-enseignants (12 membres)[63].

La croissance du nombre d'étudiants membres du PCT exigea la restructuration de leur groupe. Pour ce faire, on créa, en octobre 1975, 23 groupes : 12 groupes d'enseignants, un groupe d'employés non-pédagogiques et 10 groupes d'étudiants. Chaque groupe comptait en général entre huit et vingt personnes :

> La réorganisation de l'année dernière concernait uniquement les groupes d'étudiants. Ils sont répartis selon leur domaine d'études afin de garantir la bonne communication entre eux et les groupes d'enseignants, afin de pouvoir examiner ensemble (après l'approbation préalable du Comité du PCT de la faculté) les tâches communes, telles que le suivi des tâches confiées aux candidats ou bien l'évaluation des résultats académiques des étudiants membres du parti. Les premières expériences du travail des groupes après la réorganisation ont prouvé le bien fondé de la nouvelle division (et

[62] Cette division date de 1983. AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 28, « Jednatelská agenda ZO » [Compétences des organisations de base].

[63] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 82, « Výroční zpráva ZO KSČ » [Rapport d'activité des organisations de base du PCT], 1973.

aussi sa nécessité, vu le nombre croissant de membres, surtout parmi les étudiants)[64].

En 1976 on comptait à peu près trois dizaines de groupes, chacun contrôlé par son Organisation de base.

Tableau 9 – Répartition des groupes du PCT en 1976

Organisation de base (ZO)	Nombre de groupes	Groupes d'enseignants	Groupes d'étudiants	Nombres de membres dans les groupes d'enseignants	Nombre de membres dans les groupes d'étudiants
ZO I	9	4	5	38	94
ZO II	8	4 + 1[65]	3	40 + 17	34
ZO III	8	5	3	69	72

Sources : AUK, fonds KSČ FF UK, carton 101, « Stranické skupiny ZO KSČ č. I - filosofie na FF UK, stav k 1. 3. 1976 » [Les organisations de bases du PCT à la Faculté des lettre, ZO I – philosophie. État au 1er mars 1976] ; *ibid*. carton 101, « Stranické skupiny ZO KSČ č. 2 filosofické fakulty, 1976 » [Les organisations de bases du PCT à la Faculté des lettre, ZO II, 1976] ; *ibid*. carton 78, « Stranické skupiny III - ZO KSČ, 1976 » [Organisations de base III, 1976].

Pour l'année 1988, nous disposons des statistiques relatives à l'Organisation de base II (histoire) : le nombre de ses membres est passé à 121, soit un accroissement de trente membres depuis 1976. Le nombre de groupes resta inchangé mais il y avait dorénavant six groupes d'enseignants pour un seul groupe d'étudiants (il y en avait trois à l'origine).

64 AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 100, « Dopis předsedy CZV KSČ Jaroslava Taxe pro OV KSČ » [Lettre du président du Comité d'établissement du PCT, Jaroslav Tax, au Comité de district du PCT], 24 février 1975.

65 Le Groupe du parti du bureau du doyen relevait de l'Organisation de base II.

Tableau 10 – Répartition des groupes de l'Organisation de base II du PCT de la Faculté des lettres en 1988

N° du groupe	Nom du groupe	Nombre de membres
1	Institut des pays de l'Extrême Orient et de l'Afrique	14
2	Archivistique	6
3	Histoire de l'art	17
4	Ethnographie	12
5	Office du doyen	24
6	Histoire générale	13
7	Histoire tchécoslovaque	14
8	Étudiants	21

Source : AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 137, « Seznam stranických skupin II ZO KSČ », [Liste des groupes du parti de l'organsation de base II], avril 1988.

Les réunions des groupes du parti avaient lieu en moyenne toutes les trois semaines. On y discutait des implications des résolutions du Comité d'établissement du PCT, on préparait les discussions pour les séances plénières, on rédigeait des évaluations et on assignait des « patrons » aux candidats proposés au parti. Les documents montrent que « les groupes ont un rôle décisif dans le choix des futurs candidats du Parti communiste ; le système dit des 'patrons' complète la formation et affermit la motivation des candidats et des nouveaux membres du Parti communiste »[66]. Les groupes traitaient des problèmes rencontrés par leurs membres, ou dans les différentes disciplines. Il est possible de

[66] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 134, « Zpráva o stranických skupinách II. ZO KSČ » [Note sur les groupes du parti II de l'organisation de base du PCT] 1981.

déceler entre les lignes la trace de règlements de comptes personnels, comme par exemple lorsque le groupe de philologie U8, à la fin des années 1980, traita à plusieurs reprises de querelles personnelles qui eurent partie liée avec le choix d'un nouveau directeur pour le groupe[67] ; ou lorsque, au début des années 1980, la cellule U3 bloqua la participation d'un de ses anciens membres à un colloque[68].

Le centre dirigeant du réseau du Parti communiste à la faculté était le Comité d'établissement de la faculté, déjà mentionné[69]. Ce Comité tenait ses réunions une fois par semaine, souvent en présence des représentants des organes supérieurs du parti (activistes du Comité d'arrondissement du PCT de Prague 1, des différentes organisations de base et un représentant du Comité municipal du PCT). À la fin des années 1970, un document décrit ainsi le plan de travail du Comité d'établissement :

> Les réunions du Comité d'établissement se tiennent tous les jeudi. Le mardi, la direction de ce Comité se réunit au secrétariat du Parti communiste, afin de préparer la réunion, de discuter du niveau des matériaux préparés et des thèmes des exposés à présenter à la réunion, avec les camarades chargés de sa préparation. Tous les quinze jours, les présidents des organisations de base participent à cette réunion de la direction ; on discute avec eux les questions conceptuelles présentées aux comités, l'harmonisation des opinions, le contrôle des résolutions finales, les remarques et les sujets à débat présentés au Comité. [...] Les présidents des organisations de base sont invités à la réunion du Comité d'établissement quand des décisions des organes supérieurs du parti sont examinées en détail

[67] Il s'agit surtout des querelles liées au personnage de Vítězslav Rzounek qui était pendant de longues années le chef de l'Institut. Ses conflits avec J. Nejedlá et P. Kuchynka durèrent des années. Les tensions qui existaient dans leur Groupe sont percevables dans certains documents, par exemple dans les rapports des réunions de l'Organisation de base III. Pour plus de détails, voir par exemple Holý et Volná (éd), *Tato fakulta bude rudá*.

[68] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 94, « Zápis stranické skupiny U3 z 6. 10. 1983 » [Compte rendu du Groupe du Parti U3 du 6 oct. 1983].

[69] Pendant la période 1969-1989 se succédèrent à sa tête : Štěpán Kolafa, Zdeněk Bakovský, Jaroslav Tax, Růžena Mužíková et Zdeněk Veselý.

ou lorsque sont discutés le plan des organisations de base, celui concernant le personnel ou les tâches communes importantes[70].

La lecture des rapports très détaillés de ces réunions, qui sont presque intégralement conservés, nous montre l'ampleur de ce dont traite ce comité : les objectifs idéologiques du travail ; l'évaluation de l'activité des organisations de base et de leurs comités ; l'évaluation des préparatifs des réunions des groupes du parti ; l'autorisation ou le refus des voyages à l'étranger et de la formation professionnelle des enseignants ; l'étude des informations transmises par les organes supérieurs du parti ; le suivi et le contrôle de la situation politique et éducative dans les cités universitaires ; les questions d'encadrement du personnel et leurs affaires personnelles ; les informations sur les employés et les étudiants de la faculté récemment émigrés ; la participation ou bien l'absence aux réunions[71]. On y trouve des discussions sur l'abus d'alcool de certains enseignants, ou des lettres anonymes sur la faculté et ses employés :

Le 7 janvier 1986, pour traiter du cas du camarade A., le comité de l'Organisation de base III de la Faculté des lettres de l'Université Charles s'est appuyé sur les documents suivants : l'avis du Groupe du parti, celui du directeur de la Chaire de langues tchèque et slovaque, le rapport de l'entretien effectué en 1970 pour le renouvellement des cartes des membres du PCT, des lettres anonymes et l'avis émis par le Comité d'établissement de la faculté sur ces lettres[72].

---

70 AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 150, « Zpráva o FF UK z r. 1979 » [Rapport sur la Faculté des lettres de l'Université Charles en 1979].

71 Dans les années 1980, le nombre de rapports faisant mention de la faible participation aux réunions du Comité d'établissement du PCT (CZV) de la faculté commence à augmenter.

72 « Le Comité d'établissement (CZV) a pris connaissance de l'information concernant l'émigration d'un employé, 1 séjour d'études et 1 étudiant de la Faculté des lettres. » AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 59, « Zápis CZV KSČ FF UK ze dne 4. 10. 1984 » [Compte rendu du Comité d'établissement du PCT de la Faculté des lettres de l'Université Charles du 4 oct. 1984]. « La camarade K. du Comité d'arrondissement du PCT pour Prague 1 est venue à la réunion du Comité d'établissement auquel elle a fait part d'une lettre anonyme concernant le camarade J. – Le Comité d'établissement estime que les informations contenues dans cette lettre ne sont pas sérieuses. » *Ibid.* « En présence du camarade Ráb et du camarade H., président de l'Organisation de base III, le Comité d'établissement a discuté de la position à prendre envers une lettre anonyme concernant la situation à la Chaire de langue tchèque et slovaque. Cette position, ainsi qu'une

Paradoxe typique de l'époque : les lettres anonymes sont considérées comme des documents officiels du parti.

Ainsi, le Comité d'établissement du PCT de la faculté ne décidait pas seulement des questions relatives au parti, il influait aussi sur la vie quotidienne de la faculté et son pouvoir doublait la compétence de la direction non-communiste de la faculté, c'est-à-dire le bureau du doyen.

La direction de la faculté qui dépendait de « la ligne de l'État », c'est-à-dire le doyen et son équipe de vice-doyens, ne faisait pas partie en principe de la structure officielle du Parti communiste de la faculté ; ses liens avec le parti n'en étaient pas moins très étroits. Après le sociologue Karel Gall, qui était doyen au début des années 1970 et avait procédé à « l'épuration » de la faculté, c'est Václav Ráb qui occupa le poste de doyen pour une période assez longue : de 1973 à 1985. Il avait été auparavant en fonction à l'École supérieure politique et entra à la Faculté des lettres pour y diriger le nouvel Institut de philosophie marxiste-léniniste[73]. Le vice-doyen Karel Angelis, lui aussi venu d'une autre institution fut son fidèle collaborateur durant les sept premières années de ses fonctions. Au début de la « normalisation », Angelis était premier secrétaire du ministre de l'Éducation, Jaromír Hrbek, qui joua un rôle clé dans la « normalisation » des universités[74] ? L'autre vice-doyen, Antonín Vaněk, avait lui aussi occupé un poste idéologique important : au début de la « normalisation » il avait été employé à la section de l'enseignement supérieur auprès du secrétariat du Comité central du Parti communiste ; de ce poste, il avait pour ainsi dire surveillé le travail de « consolidation » de Karel Gall.

proposition des mesures à prendre, sera communiquée au camarade B., secrétaire du Comité municipal du PCT. » AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 59, « Zápis CZV FF UK ze dne 1. 11. 1984 » [Compte rendu du Comité d'établissement du PCT de la Faculté des lettres de l'Université Charles du 1er nov. 1984].

73 Cette nomination s'explique entre autres par le manque de cadres fiables à l'intérieur de la faculté. Le « noyau sain », qui entama la renaissance du Parti à la faculté après 1968, ne comptait que six membres.

74 Urbášek, *Vysokoškolský vzdělávací systém*, 56.

Vaněk entra à la faculté en 1978 comme directeur de l'Institut de la sociologie marxiste-léniniste, puis il fut vice-doyen, avant de remplacer Václav Ráb au poste de doyen en 1986 où il se maintint jusqu'à la fin de la dictature du PCT à la Faculté des lettres[75].

La hiérarchie du PCT à l'intérieur de la Faculté des lettres comprenait également une Commission de contrôle et de révision, nommée Commission centrale de contrôle et de révision (*Centrální kontrolní a revizní komise*, CKRK), fondée en 1976. Tout comme le Comité d'établissement, ses membres étaient élus par l'assemblée plénière du Parti communiste de la faculté. Un document officiel du Parti communiste caractérise ainsi la fonction de cette commission :

> Ce nouvel organe – qui existait auparavant seulement au niveau supérieur du parti – a été établi à la faculté pour approfondir et améliorer l'activité de contrôle de l'application des décisions de l'organe supérieur du Comité d'arrondissement du PCT et de son organe adjoint à la faculté, le Comité d'établissement. Est ainsi adjointe au seul organe responsable, le Comité d'établissement qui coordonne l'activité des trois organisations de base, cette autre instance de contrôle qui doit l'aider dans sa tâche et sera responsable devant la session plénière de la faculté[76].

Cette commission de sept membres surveillait l'activité du Parti communiste à la faculté mais elle élaborait aussi des dossiers sur des questions problématiques comme le fut par exemple, dans les années 1970, un problème de personnel à la Chaire de langue et littérature allemandes ou bien des querelles de personnes au sein du parti à la Chaire de littérature tchèque et slovaque dans les années 1980. La commission surveillait ainsi le paiement des cotisations, la

[75] À la fin de la période où Ráb était à la tête de la faculté, un certain clivage apparut entre Vaněk et lui. De sa position de vice-recteur, Vaněk corrigeait certaines décisions de Ráb, par exemple à propos d'une étudiante de psychologie exclue durant l'année académique 1985-1986 ; grâce à l'intervention de Vaněk, son exclusion fut seulement conditionnelle.

[76] AUK, Prague, fonds KSČ FF UK, carton 87, « Referát o činnosti kontrolní a revizní komise » [Exposé sur l'activité de la commission de contrôle et de révision]. Cette commission de cinq puis de sept membres fut créée sur une décision du Comité municipal du PCT concernant la nouvelle organisation du travail du Parti.

bonne administration des organes du parti, la présence aux réunions, les relations entre le comité, les organisations de base et les groupes, la façon de traiter les remarques sur les réunions, d'accomplir les directives du Comité central du PCT, la situation économique de la faculté, etc. De toute évidence, le discours idéologique et descriptif des rapports de la Commission centrale de contrôle et de révision sert parfois à masquer des règlements de querelles personnelles qui avaient lieu au sein des structures du parti[77].

Bilan provisoire : les résultats actuels de l'analyse

Les années de crise 1968-1969 semblent bien avoir joué un rôle clé pour l'ensemble des vingt ans de « normalisation ». Pendant toute cette période, le régime revient de diverses façons vers ces deux années. Dans les années 1980, lorsqu'une nouvelle génération d'enseignants, qui n'étaient que des enfants en 1968, commença à jouer un rôle à la faculté, cette influence s'atténua, sans jamais la rendre véritablement marginale toutefois.

Dans le cadre de l'épuration de la faculté et du contrôle mis en place par la suite au moyen des évaluations, les fonctionnaires du Parti communiste ne s'intéressaient pas tant à la manière dont s'était comportée une personne dans les années 1968-1969, mais plutôt à l'attitude adoptée ensuite à l'égard de ces événements passés. Cette pratique est patente dans les annexes aux biographies que devait remplir tout employé ou étudiant membre du PCT en 1970. Dans ces annexes, chacun devait décrire en détail ce qu'il avait fait durant la « période de crise », quelle avait été son attitude envers les événements importants du pays mais aussi au sein du parti et quelle était sa position au moment où il rédigeait ces annexes. La loyauté et la fidélité étaient ainsi mesurées à

[77] C'est le cas par exemple lors de l'enquête menée à l'Institut de littérature tchèque sous la direction d'un ancien membre de cet Institut, Jaroslav Tax, dans les années 1980. Mais il existe d'autres cas où les relations au sein de la Commission furent tendues.

l'aune de la volonté de faire sienne la narration historique prescrite par le pouvoir. Ces annexes s'inscrivaient dans une structure solide, où les événements étaient décrits chronologiquement, et où seul le caractère de la description pouvait varier : certaines annexes livrent un récit lapidaire de l'activité de la personne concernée durant la période donnée, d'autres trahissent les doutes de leurs auteurs[78].

Bien après la période de « normalisation », l'attitude des membres de la faculté durant « la crise » ou leur rapport à cet événement restait un objet d'intérêt. En 1968, peu de gens étaient en effet restés en dehors du mouvement réformateur, si bien que dans les années qui suivirent, l'attitude réelle pendant les événements ne pouvait être un critère pertinent pour choisir les candidats à certains postes ; presque tout le monde avait été concerné. Or avec le temps, l'adhésion au récit « normalisateur » perdait lui aussi de sa pertinence distinctive ; il fallut trouver d'autres critères et l'on prit en compte les actes concrets.

Durant nos recherches, nous avons encore procédé par sondes pour évaluer le processus de sélection à l'entrée de la faculté pour la période 1969-1989. Certains caractères de ce processus relèvent d'un système « féodal », ou plutôt mafieux, qui prit néanmoins des traits particuliers dans une société, certes moderne, mais marquée par la dictature socialiste. Le mode de sélection, en effet, était majoritairement aux mains d'un cercle restreint de fonctionnaires approuvés par le parti. Ceux-ci avaient en particulier le pouvoir de manipuler arbitrairement les résultats obtenus aux examens d'entrée sans qu'on pût corriger leur décision.

Les élèves qui voulaient entrer à la faculté présentaient leur demande d'inscription auprès de leur école secondaire ; l'école y adjoignait ses évaluations et quand il s'agissait de

[78] Vu l'implication massive des enseignants de la faculté dans les événements du Printemps de Prague, ces annexes trahissent une forte tension entre l'activité des membres à cette époque-là et leurs craintes pour l'avenir. Il s'agit de confessions et donc d'un matériau riche pour étudier la construction des loyautés.

disciplines pédagogiques, on dressait les listes des candidats acceptables *a priori*, dès avant les examens d'entrée. Au sein de la commission centrale d'admission, les représentants du parti communiste, de la faculté et du ministère de l'Éducation avaient le pouvoir de manipuler arbitrairement les listes et les candidatures dans les différentes disciplines. Les enseignants racontent que les élèves qui entraient à la faculté n'étaient pas toujours ceux qu'ils avaient sélectionnés aux cours des entretiens d'admission. Il est clair que la commission centrale ne se prêtait pas toujours à ces manipulations, car la faculté avait tout intérêt à trouver parmi ses étudiants des candidats intelligents et doués pour les études. Mais tous les membres de la commission ne partageaient pas forcément cet intérêt et parfois, des pressions de toutes sortes avaient le dessus : connaissances, échanges de bons procédés, voire pots-de-vin[79]. En même temps, notre analyse nous conduit à constater que la plupart des étudiants ne se rendaient pas compte de l'injustice et des irrégularités des examens d'entrée. Les résultats des examens d'entrée peuvent être saisis selon la courbe en forme de cloche d'une fonction gaussienne : dans les pôles extrêmes, on trouve la minorité de ceux qui, injustement, ont ou n'ont pas été reçus à la faculté et au centre la majorité de ceux pour lesquels le processus d'admission s'est déroulé normalement.

Le problème de la continuité ou de la discontinuité de la communauté académique représente un autre sujet intéressant pour des recherches futures. En ce qui concerne le renouvellement du personnel enseignant, on constate une rupture plus profonde après 1969 qu'après le coup d'État communiste de 1948. En 1970-1972 soixante-douze enseignants durent quitter la faculté (pour des raisons

[79] Cette pratique ne s'améliora pas avec le temps, bien au contraire. L'adoption d'une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur en 1980 marque une sorte d'apogée symbolique car elle conférait au ministre de l'Éducation le pouvoir de décider lui-même de faire admettre quiconque dans les universités. Le ministre faisait ainsi entrer dans les universités jusqu'à quelques centaines d'élèves chaque année, probablement en majorité des membres des familles des hauts cadres du parti.

politiques, contraints à une retraite anticipée ou bien en raison de leur émigration). Après 1948, ils n'avaient été guère plus de dix à partir. Mais d'un autre point de vue, l'épuration normalisatrice a très peu touché les étudiants. Tandis qu'après 1948, les vérifications dites « évaluation des études » (qui étaient en fait d'ordre politique), forcèrent près d'un millier d'étudiants à quitter la faculté ; après 1969, ils ne furent que quelques uns à partir.

En dépit du grand nombre de licenciements, la communauté académique à la faculté n'eut jamais un caractère homogène. On trouvait en son sein des communistes internationaux convaincus (parmi eux aussi des spécialistes réputés), des enseignants qui étaient entrés au Parti communiste pour des raisons pragmatiques, des cadres communistes médiocres pour qui un poste à la faculté représentait une récompense, et des enseignants écartés et même exclus du parti – ce qui fut la sanction la plus rigoureuse issue des campagnes de vérifications de 1970. La coexistence sous un régime étrange des ces personnages aux horizons politiques, aux convictions morales et aux compétences différents, a créé entre eux une certaine solidarité, des schémas de pensée partagés et un mode de comportement dont la continuité après 1989 mériterait une étude plus ample.